

Lewis, John P. and Kallab, Veriana (Ed.), *Development Strategies Reconsidered*. Washington (D.C.), Overseas Development Council, Coll. « U.S. – Third World Policy Perspectives », no. 5, 1986, 206 p.

André Joyal

Volume 18, numéro 4, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702273ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702273ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Joyal, A. (1987). Compte rendu de [Lewis, John P. and Kallab, Veriana (Ed.), *Development Strategies Reconsidered*. Washington (D.C.), Overseas Development Council, Coll. « U.S. – Third World Policy Perspectives », no. 5, 1986, 206 p.] *Études internationales*, 18(4), 884–885.
<https://doi.org/10.7202/702273ar>

LEWIS, John P. and KALLAB, Valeriana (Ed.), *Development Strategies Reconsidered*. Washington (D.C.), Overseas Development Council, Coll. « U.S. — Third World Policy Perspectives », no. 5, 1986, 206 p.

Ce livre, malgré son titre, (ou pourrait-on écrire à cause de son titre) n'est pas sans rappeler les nombreux volumes publiés dont la théorie du développement a fait l'objet durant les années 60. On se rappelle leur présentation avec des chapitres traitant du concept du sous-développement, du rôle de l'agriculture, de l'industrie, du commerce extérieur, du gouvernement, de l'éducation, de l'aide internationale, etc. Les auteurs de cet ouvrage, dont les plus connus sont I. Adelman, J.W. Mellor et J.N. Bhagwati, se réfèrent tous à ceux qui ont laissé leur marque en traitant de ces sujets. On pense ici aux Rosenstein-Rodan, Nursque, Kaldor, Prebisch, Lewis, Schultz, Hirschman et au duo Fei et Ranis qui comptent parmi les principaux auteurs à avoir écrit dans la langue anglaise. Il est significatif que personne n'a rappelé W. Rostow et ses célèbres étapes de la croissance. Il est vrai que ses thèses étaient déjà infirmées avant la fin des années 60.

Même si plusieurs stratégies font l'objet d'une remise en considération, l'expérience des vingt dernières années aidant, à un ou deux chapitres près, on retrouve un décor familier dans cet ouvrage. Ouvrage dont l'un des éditeurs ne doit pas être confondu avec son homonyme, détenteur du prix Nobel d'économie. Cette dernière remarque ne vise pas à minimiser l'importance de sa contribution car J. P. Lewis, professeur d'économie et de relations internationales à la Woodrow Wilson School of Public and International Affairs de l'Université de Princeton, présente des états de services plus qu'honorables. En plus d'avoir été membre du fameux Council of Economic Advisors à l'époque du keynésianisme triomphant, il a collaboré auprès d'organismes tels que l'OCDE, les Nations Unies, la Banque Mondiale et agit maintenant comme conseiller auprès de l'Overseas Development Council.

Ce dernier organisme à but non lucratif, à qui l'on doit cet ouvrage, a été fondé en 1969 dans le but d'aider le peuple américain à

mieux comprendre les problèmes socio-économiques qui affectent les pays du Tiers Monde tout en faisant ressortir les intérêts que les États-Unis peuvent retirer de leur développement. On annonce donc d'emblée que l'aide accordée n'est pas totalement désintéressée, beaucoup s'en faut. Et pourquoi pas ? L'important c'est que toutes les parties y trouvent leur compte. Sur cette question cet ouvrage n'apporte pas un éclairage bien précis. Il faut dire que ce n'est pas son objet.

Celui-ci se situe à l'intérieur des quatre principales préoccupations de l'ODC à savoir : la politique industrielle et commerciale, la finance internationale, la politique étrangère des États-Unis et les stratégies du développement et la coopération. C'est évidemment sur ce dernier point que l'ouvrage porte surtout son attention. Mais comme les éditeurs sont bien conscients que d'aucuns, non sans pertinence, se demandent s'il faut refuser le développement, ils précisent que les collaborateurs à cet ouvrage appartiennent tous au courant dominant. *The authors are all adherents to what might be called mainstream development doctrine* (p. 4). Il est bien indiqué que l'on se rapporte ici aux théories et aux politiques économiques préconisées par les économistes les plus influents. Ce qui, comme on le devine bien, ne signifie pas qu'ils logent tous à la même enseigne. Ainsi, en faisant allusion à la nouvelle orthodoxie qui sert d'étiquette pour identifier ceux qui contribuent à déterminer les positions de la Banque Mondiale et du FMI, mis à part, dans une certaine mesure, J. Bhagwati, tous les autres collaborateurs à cet ouvrage, s'en écartent sans hésitation. C'est pourquoi on ne cache pas que : *There is, however, currently a fair amount of disarray in the ranks of mainstream development strategists*. On reconnaît que beaucoup de choses demeurent incertaines et que la foi aveugle envers le mécanisme du marché n'est pas la panacée de tous les maux. Il est donc inopportun de toujours et uniquement s'en référer à l'exemple de la *gang of four* (Formose, Corée du Sud, Singapour et Honk Kong) pour défendre une stratégie plutôt qu'une autre. En se démarquant de leurs confrères les plus conservateurs, la plupart des auteurs s'entendent pour reconnaître que les responsabilités publi-

ques ont un rôle important à jouer. L'optimisme est cependant à l'honneur malgré le questionnement présenté. Pour J. P. Lewis les déceptions des dernières années s'expliquent davantage par un mauvais concours de circonstances, en particulier en ce qui regarde l'Afrique où, en plus de la sécheresse, il faut déplorer l'octroi d'une aide inadéquate et le recours (par le fait même) à des technologies inappropriées. Il ne faut donc pas y voir une conséquence de la logique du capitalisme.

Cet auteur se fait le porte-parole de ses collaborateurs en identifiant les stratégies de développement proposées dans ce volume. Elles visent trois buts : 1. La croissance économique ; 2. L'atteinte d'une certaine équité reliée à une diminution de la pauvreté se présentant sous la forme d'une meilleure répartition des revenus ; 3. L'atteinte d'une plus grande auto-suffisance surtout par la capacité de financer les importations par l'intermédiaire des exportations et de meilleures facilités de crédit. Donc, rien de nouveau sous le soleil en ce qui regarde les buts visés. Ce sont les moyens préconisés qui vont intéresser le lecteur.

Celui-ci avec I. Adelman, professeur à l'Université de la Californie à Berkeley, va trouver des éléments permettant de guider la politique de lutte contre la pauvreté. Alors qu'à la fin des années 60, beaucoup d'auteurs ne parlaient qu'en termes d'investissements à forte intensité de capital (permettant de dégager, soi-disant, une forte valeur ajoutée), dans cet article comme dans d'autres, on fait ressortir l'opportunité d'accroître la productivité tout en ne craignant pas d'utiliser des techniques faisant appel à l'abondante main-d'oeuvre disponible. C'est pourquoi, cet auteur cherche à démontrer l'intérêt d'accroître les exportations d'entreprises recourant surtout à la main-d'oeuvre comme principal facteur de production. Ceci, tout en utilisant les effets d'interdépendance du secteur agricole pour stimuler de nouvelles activités industrielles.

Sous la plume de J.C. Mellor, auteur de nombreux ouvrages et articles sur le rôle de l'agriculture dans le développement économique, on n'est pas surpris d'obtenir un plaidoyer sur la place que doit occuper le secteur agricole. L'auteur avance ses idées en mon-

trant la relation dynamique entre l'agriculture et l'industrie dans le contexte d'une croissance optimale. Pour y parvenir, il dresse un très juste inventaire des causes qui ont conduit plusieurs pays (comment ne pas penser à l'Algérie ?) du Tiers Monde à négliger leur agriculture. Il avance un point de vue que ne réfuterait pas « l'agronome de la faim », René Dumont. Ainsi, après avoir défini les éléments de la stratégie la plus opportune il signale : *In all of these elements, the public sector must play a key role in physical investment and in institution building* (p. 77). Il conçoit bien que l'on ne peut laisser à l'entreprise privée la responsabilité de certains travaux de recherche. Quant à l'aide internationale, il estime rien de moins que : *A complete reorientation of foreign assistance as well of national policies is needed* (p. 87).

L'article de J. Bhagwati est le plus fouillé. Ce fait ne surprendra pas ceux qui ont étudié la théorie du commerce international car ce nom, à n'en pas douter, leur est familier. Dans un texte qui ne laisse pas place à une analyse superficielle il reprend le vieux débat sur l'opportunité de favoriser avant tout une stratégie de substitution des importations en gardant ses convictions envers celle qui consiste à favoriser le développement par l'intermédiaire des exportations. Comme on le voit, si la bande des quatre ne sert pas véritablement de modèle, on ne s'en écarte guère.

Parmi les autres auteurs on trouvera un certain intérêt à lire les quelques propositions faites par A. Duncan concernant le recours aux technologies appropriées.

En guise de conclusion, en revenant à J. P. Lewis, il est pertinent de souligner une affirmation : *It is ridiculous to be turned off on development as some of our friends are* (p. 31). Pour lui il ne s'agit donc pas de savoir si l'on doit poursuivre le développement mais de savoir comment y parvenir. En présence de points de vue divergents, il est devenu courant de dire : « Tout dépend des paradigmes servant d'assise au raisonnement. »

André JOYAL

Département d'économie,
Université du Québec à Trois-Rivières, Canada